

PRESSE MALGACHE

DE LA RESTRICTION A LA LIBERTE SURVEILLEE

Mada.pro – Articles de fond sur les réalités malgaches

Richard Claude Ratovonarivo, Sylviane Loubradou – 17, 23, 26/05 et 03/06/11



La dernière reine de Madagascar, Ranaivalona III, a été envoyée en déportation par les envahisseurs français après une intense campagne de presse orchestrée par leurs colons installés dans la Grande Ile

1. Période pré coloniale :

« La liberté de presse favorise les intérêts étrangers »

Propos de Richard Claude Ratovonarivo recueillis par Sylviane Loubradou

(MADA.pro) Ce dossier thématique concerne l'évolution de la liberté de la presse et les atteintes à la liberté d'expression à Madagascar, depuis la naissance du premier journal malgache en 1866 à nos jours. Pour en parler : Richard Claude Ratovonarivo, directeur-fondateur de MADA.pro. Editeur de presse, journaliste et enseignant en journalisme, celui-ci a effectué des recherches sur la presse malgache.

Les propos de Ratovonarivo ont été recueillis par Sylviane Loubradou. Celle-ci s'est, pour sa part, intéressée très tôt aux problèmes des médias à Madagascar puisqu'elle a consacré à la presse malgache ses mémoires et sa thèse d'études universitaires en science politique en France.

Dans cet entretien, il sera surtout question de l'évolution de la liberté de presse. Un sujet bien défini mais qui devrait être situé dans son contexte historique pour pouvoir être bien compris. De plus, ledit sujet est aussi placé dans son contexte politique. C'est que, l'évolution de la liberté de la presse à Madagascar est souvent liée au développement politique de ce dernier.

Ce dossier comporte cinq volets. Cette série d'entretiens évoque l'évolution jusqu'à l'année 2001 de la liberté de la presse à Madagascar. En raison de la crise sociopolitique qui prévaut dans la Grande Ile, la situation des médias malgaches durant le gouvernement de Marc Ravalomanana et la Transition d'Andry Rajoelina fera l'objet de deux autres entretiens qui seront publiés ultérieurement.

Dans ce premier volet de notre dossier sur la presse malgache, Sylviane Loubradou interroge Richard Claude Ratovonarivo sur l'évolution de la liberté de la presse à Madagascar pendant la période pré-coloniale.

O MADA.pro : Comment s'est-elle déroulée la vie politique à Madagascar au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle, période qui a marqué les débuts de la presse malgache ?

-Ratovonarivo : Lorsque le premier journal malgache, en l'occurrence le mensuel *Teny Soa* (Bonne parole), paraît au mois de janvier 1866, Madagascar est un Etat monarchique souverain dont le royaume s'étend sur les Hautes Terres centrales de l'île ainsi que quelques régions côtières. Les reines Rasoherina (1863-1868), Ranavalona II (1868- 1883) et Ranavalona III (1883- 1897) incarnent tour à tour le pouvoir monarchique. Quant au premier ministre Rainilaiarivony, il réussit à perdurer pendant plus de trente ans à la tête du gouvernement en devenant l'époux des trois reines successives.

Au XIXe siècle, Madagascar entretient des relations diplomatiques et commerciales avec les grandes nations comme les Etats-Unis, l'Angleterre et la France. Conséquence de ces relations : le pays s'ouvre de plus en plus aux étrangers. Ainsi, après la signature du traité de 1865 avec l'Angleterre et celui de 1868 avec la France, bon nombre d'Anglais et de Français s'installent dans l'île où ils sont considérés comme les sujets de la nation la plus favorisée. Ils peuvent alors « *s'établir partout où ils le jugeront convenable, prendre à bail ou acquérir toute espèce de bien, meubles et immeubles, et se livrer à toutes les opérations commerciales et industrielles* ». Beaucoup de colons français s'établissent alors sur la côte Est et l'Ouest de l'île, exploitant la terre ou s'adonnant au commerce. De nombreux Anglais, de leur côté, se font accorder des concessions d'exploitation minière ou de bois, tandis que d'autres pratiquent le commerce. Dans cette concurrence à laquelle ils se livrent, les colons français se sentent lésés. Aussi, ces derniers estiment-ils nécessaire la conquête de Madagascar par le gouvernement français.

Une guerre franco-malgache se déroule alors entre 1883 et 1885. Elle aboutit, d'une part, à l'occupation par la France de Mahajanga et Toamasina et, d'autre part, à la signature d'un traité de paix instaurant un protectorat français sur la Grande Ile. Cependant, ledit protectorat est nominal, c'est-à-dire qui n'a que le nom, sans avoir de réalité, d'importance, alors que l'influence française ne cesse de diminuer. C'est que, pour contrer les visées colonialistes de l'Etat français, le gouvernement malgache développe l'influence anglaise dans le pays. Mais après un accord secret franco-anglais, un corps expéditionnaire français débarque à Mahajanga en 1895, atteint Antananarivo après neuf mois de guerre contre l'armée malgache. La capitale est occupée mais la reine Ranavalona III reste souveraine. Pourtant, la France réussit en 1896 à annexer Madagascar. Ce dernier perd alors son indépendance et devient une colonie française. La royauté malgache est abolie en 1897 et la reine est exilée à Alger. Placé à la tête de l'administration coloniale, le Résident général exerce désormais la réalité du pouvoir.

O Quels sont les caractéristiques de la presse malgache durant la période pré coloniale ?

-Après leur installation à Madagascar au temps du roi Radama 1er (1810- 1820), les missionnaires protestants anglais fixent la langue malgache par écrit en caractères latins et y construisent des écoles pour permettre aux enfants malgaches d'apprendre à lire et à écrire. Aussi, est-il tout à fait normal qu'ils créent en 1866 le premier journal en langue malgache *Teny Soa*. Ce titre est suivi par la suite par d'autres périodiques en malgache : *Ny Mpamangy* et *Mpanolotsaina* pour la mission protestante ; *Ny Resaka* pour la mission catholique. Le rôle essentiel des périodiques confessionnels, sinon unique pour certains d'entre eux, est de faire connaître le christianisme et l'éthique chrétienne.

Pour sa part, l'Etat malgache lance en 1863 un journal officiel en malgache. Il s'agit du mensuel *Ny gazety malagasy* qui est destiné à « *tenir au courant les habitants de la marche des affaires politiques du royaume* ».

Par ailleurs, la presse en langue française se développe à partir de 1880 à Toamasina où sont concentrés la plupart des colons français. Ces derniers éditent plusieurs hebdomadaires : *La cloche*, *Le courrier de Madagascar*, *La France orientale*, *Le Madagascar*, ainsi que d'autres encore. Antsiranana, deuxième foyer de la presse des colons français, voit la parution de *L'avenir de Diego Suarez* et du *Clairon*. Antananarivo possède aussi quelques périodiques français comme le *Progrès de l'Imerina*. Le but de ces journaux des colons français est en premier lieu d'alerter l'opinion publique française et l'Assemblée nationale à Paris sur la nécessité de la conquête de la colonie française dans l'île.

Les journaux en langue anglaise dont la plupart paraissent à Antananarivo à partir de 1882, ne sont pas nombreux. Les plus influents parmi eux sont : *Madagascar Times*, *Madagascar News* et *Madagascar World*. Pour atteindre les lecteurs malgaches, les éditeurs anglais font aussi paraître les traductions des articles de *Madagascar News* dans un journal malgache dénommé *Ny filazalazana malagasy*. En général, la presse des ressortissants anglais fonde son programme politique sur la défense de l'indépendance du royaume de Madagascar contre les prétentions territoriales et politiques de la France. Cette démarche s'explique par le fait que les Anglais s'entendent bien avec les autorités malgaches et leur influence auprès de celles-ci est réelle.

O Comment expliquer cette prolifération des journaux alors que la presse malgache est encore à ses débuts ?

-A l'époque, la presse écrite est l'unique moyen d'information existant à Madagascar. Son importance et son influence décisive sur le déroulement de l'histoire, des événements, sont rapidement compris par les différents protagonistes de la vie sociopolitique malgache. A tel point que, selon le panorama de la presse pré coloniale à Madagascar tel qu'il vient d'être dressé, ces derniers possèdent tous des journaux pour véhiculer leurs idées et défendre leurs intérêts. C'est que, les multiples enjeux sont de taille. Ils dépassent largement le cadre étroit du royaume, voire du territoire malgache dans son ensemble, et s'inscrivent dans un contexte mondial de la propagation de la foi chrétienne et de l'expansion de l'impérialisme des nations coloniales au XIXème siècle.

C'est ainsi que les rivalités entre les missions catholiques et protestants alimentent les colonnes des journaux confessionnels. La revue protestante *Teny Soa* ne se montre pas tendre lorsqu'elle critique la doctrine et les pratiques catholiques : « *Le Pape, écrit-elle, serait le successeur de Saint Pierre. Saint Pierre vivait dans la pauvreté, tandis que le Pape jouit d'une véritable opulence. Les prêtres prétendent détenir le pouvoir de pardonner aux catholiques leurs péchés. Par conséquent, les catholiques ne font que prendre à la lettre la parole de Dieu* ». Et l'article se termine par une exhortation des lecteurs à savoir choisir, à ne pas lâcher la religion la plus convenable, c'est à dire le protestantisme bien entendu.

Pour sa part, le périodique catholique *Ny resaka* souligne dès son premier numéro sa volonté de riposter aux attaques des protestants et conclut son article principal en ces termes : « *Seule la religion catholique a été établie par Jésus-Christ. Seule, elle conduit au Salut ; les quatre autres religions sont l'œuvre de catholiques apostats et toutes les quatre autres mènent à la perte éternelle. Je vous en supplie donc, ô mes amis, embrassez au plus vite la religion catholique, car en dehors de cette religion, point de salut !* »

Les polémiques portent aussi sur le terrain politique. Ainsi, les catholiques accusent les missionnaires anglais d'être « *des agents diplomatiques spéciaux dont le gouvernement britannique se sert sous le couvert de la Société des missions évangéliques, les lançant indifféremment dans tous les pays coloniaux, tantôt en éclaireurs, tantôt pour susciter des embarras aux autres gouvernements* ». Les missionnaires anglais se défendent toujours avec véhémence contre de telles accusations, en particulier au lendemain de la conquête française. A en croire l'historienne Lucile Rabearimanana qui a publié à la Librairie Mixte d'Antananarivo, en 1980, un ouvrage intitulé *La presse d'opinions à Madagascar*, parfois le ton monte et les insultes pleuvent dans les colonnes de la presse confessionnelle, les uns qualifiant les autres d'idolâtres et païens.

Dans la presse des étrangers et, évidemment, dans celle de l'Etat malgache, les visées de la France sur Madagascar suscitent aussi des polémiques. Ainsi, la presse des Français lance des attaques dans tous les azimuts. Elle critique le personnel administratif local français dont « *l'immobilisme et l'incompétence font reculer l'influence française à Madagascar* ». Elle fustige le gouvernement français qui « *ne donnerait que peu de subsides aux missions catholiques alors que les missions protestantes reçoivent l'aide nécessaire pour affermir l'influence britannique dans l'île* ». Elle qualifie les missionnaires protestants de « *vulgaires commis voyageurs de l'influence britannique qui incitent les Malgaches à tenir tête aux Français* ». Elle s'épanche en violentes critiques à l'encontre du gouvernement malgache. Le journal *La cloche* va même jusqu'à lancer un défi à ce dernier : « *Vous vous croyez bien en sûreté, séparés de nous par vos collines et vos ruisseaux. Ah ! Nous saurons trouver le chemin de la Reine (...) pour vous obliger à déposer votre couronne entre nos mains* ».

Devant tant de hargne, le journal officiel *Ny gazety malagasy*, se contente de relater les péripéties de l'histoire des relations franco-malgaches en s'efforçant de mettre en évidence les exactions des Français tant par les actes de provocation sur les côtes que par les exagérations de la presse des colons. Mais il évite de dénigrer ces derniers et de prononcer des paroles diffamatoires à leur égard. En fait, *Ny gazety malagasy* vise surtout à mobiliser l'opinion publique en faveur de la politique gouvernementale de défense contre

l'agression des Français en soutenant le Premier ministre Rainilaiarivony qui s'efforce de galvaniser le peuple malgache dans cette lutte, de l'encourager à résister contre les Français.

O Peut-on déduire de ces faits que la presse était entièrement libre à Madagascar durant la période pré coloniale ?

-La liberté de la presse est totale durant cette période car les rapports des forces ne permettent pas aux différents protagonistes de contrôler les journaux édités par leurs adversaires. Mais, il faut dire qu'elle a surtout profité aux intérêts étrangers. Intérêts des missionnaires, catholiques comme protestants, tout d'abord ; et intérêts des colons, toutes nationalités confondues, ensuite. Dans ce contexte, la principale victime de cette liberté de la presse est le pouvoir monarchique à Madagascar.



La difficile pacification de Madagascar n'a pas permis au général Gallieni l'application dans la Grande Ile de la liberté de presse

2. Période coloniale (1896- 1960) :

« Une presse harcelée mais combative »

O MADA .pro : A Madagascar, pendant la colonisation, le développement de la presse est lié à l'évolution de la vie politique. Quelles sont les caractéristiques de cette évolution ?

-**RATOVONARIVO** : Madagascar est annexé par la France le 6 août 1896. Il ne retrouve son indépendance que le 26 juin 1960.

Les quelque soixante-quatre années de la période coloniale française dans l'île sont marquées par la résistance populaire contre le fait colonial. Il y a tout d'abord le mouvement patriotique des *Menalamba* (ceux qui ont les toges rouges de poussière) dont la résistance, commencée en 1901, dure plusieurs années. Il y a ensuite la révolte nationaliste menée par la société secrète des jeunes intellectuels VVS (la section du Fer et de la Pierre, symboles de la pureté et de la fermeté) dont les meneurs sont arrêtés en 1915. Il y a enfin le soulèvement populaire déclenché le 29 mars 1947. Cette révolte est la plus vaste, la plus violente et la plus meurtrière que Madagascar ait connue dans sa lutte pour l'émancipation. L'insurrection ne sera matée qu'au bout d'une vingtaine de mois et la mort de 100 000 Malgaches en serait le tribut. C'est que, ce soulèvement a été impitoyablement réprimé par le pouvoir colonial. Fin 1948, les forces de répression ont eu raison de l'insurrection. La paix coloniale règne de nouveau dans l'île. Prend place alors la série des procès de plus de 5000 insurgés. Les tribunaux militaires et cours criminelles prononcent 2000 condamnations dont une quarantaine de condamnations à mort suivies d'effet.

Traumatisés par les rigueurs de la répression qui suit l'insurrection, les Malgaches s'enferment dans un total mutisme. A tel point que toute vie politique est mise en sommeil dans tout le pays de 1947 jusqu'en 1956, date du vote par l'Assemblée nationale française de la Loi-cadre. Promulguée par l'Etat français celle-ci ouvre des perspectives politiques plus claires : les Malgaches sentent que l'Union française est en pleine transformation. C'est ainsi que les premiers partis politiques malgaches voient le jour et peuvent militer en toute liberté. Les partis nationalistes trouvent alors un terrain de bataille propice, avec deux revendications de plus en plus populaires : l'émancipation de Madagascar et l'amnistie des condamnés politiques.

Lors du referendum d'autodétermination de 1958, Madagascar choisit l'indépendance tout en restant au sein de la communauté française. La proclamation de l'indépendance retrouvée intervient alors en 1960. Et tous les condamnés politiques sont libérés...

O Quelle place la presse malgache occupe-t-elle durant la période coloniale ?

-La lecture des journaux est favorisée par le développement de l'instruction, devenue obligatoire depuis 1881 pour les enfants de 7 à 16 ans. Ainsi, on compte à Madagascar 137 356 élèves de quelque 1155 écoles protestantes et 26 739 élèves des jésuites catholiques peu avant la colonisation. Conséquence de cette situation : au début de la colonisation, le nombre des journaux malgaches augmente. Il passe d'une dizaine de titres pendant la période coloniale à 30 en 1920 dont 3 bihebdomadaires et 20 hebdomadaires. Une telle floraison de titres s'explique en grande partie par la position politique adoptée par cette presse du début de la colonisation, laquelle prend partie pour cette dernière. A l'instar de *Ny basivava* et *Mifofo i Madagasikara*. Mais les journaux de l'opposition existent aussi. On peut citer parmi ces derniers : *Ny lakolosy volamena*, *Ny loharano*, *Ny fitarikandro* et *Ny mazava*.

A partir des années 20, la presse nationaliste est foisonnante et débordante d'activités. Elle se développe en tant que journaux d'opinion en langue française comme *Le libéré*, *L'opinion*, *Le réveil malgache*, *L'aurore malgache*, *L'aube nouvelle*, *La patrie malgache*, *La nation malgache* et *Le prolétariat malgache*. Mais les journaux d'opinion en langue malgache édités par les nationalistes ne peuvent paraître qu'après l'avènement du Front populaire en France en 1936. Il s'agit entre autres de *Ny rariny*, *Mongo*, *Fanilon'ny mpiasa*, *Firenena malagasy*, *Akon'ny nosy*, *Fehizoro*, *Feon'ny vahoaka*, *Fandrosoam-baovao* et *Kitan'ny maraina*.

La presse d'opinion voit ses conditions d'existence se détériorer avec l'insurrection de 1947. Mais il faut signaler que cette presse d'opinion et la lutte nationaliste deviennent intimement liées : elles sont menées par les mêmes personnes. En fait, de 1947 jusqu'au vote de la Loi-cadre en 1956, c'est la période d'un combat tenace livré contre le régime colonial par une presse nationaliste qui prend la relève des partis politiques nationalistes réduits au silence par le pouvoir colonial. La lutte nationaliste continue donc sous une forme originale, par le biais d'une presse d'opinion qui cristallise les mécontentements contre l'administration métropolitaine et combat seule pour l'indépendance. Au sein de cette presse, on peut citer des nouveaux titres : *Fahaleovantena*, *Tenimiera*, *Ny gazetin'ny malagasy*, *Antson'ny malagasy*, *Ny antson'ny mpiasa*, *Fandrosoam-baovao*, *Antson'ny nosy*, *Kitan'i Madagasikara*, *Imongo vaovao*, *Maresaka*. Par ailleurs, des nouveaux journaux d'opinion bénéficiant de l'appui de l'administration coloniale paraissent aussi tels *Voromahery*, *Zanaboromahery*, *Fifohazan'ny tantsiraka*, *Ny firaisana*, *Ny antsika*.

Après 1956, les partis politiques qui luttent pour l'émancipation de Madagascar sont de nouveau autorisés. Les journaux nationalistes les soutiennent naturellement jusqu'à la proclamation de l'indépendance en 1960.

O La prolifération des journaux est en général favorisée par l'existence de la liberté de la presse. Est-ce le cas à Madagascar durant la période coloniale ?

-Jusqu'en 1901, Madagascar jouit d'une liberté totale de la presse. Mais, à partir de cette date, l'administration coloniale met fin à cette liberté, ou plus exactement, elle instaure deux régimes : les journaux de langue malgache sont, en vertu d'un décret du 16 février 1901, soumis au régime de l'autorisation préalable et de la censure, tandis que ceux de langue française continue de jouir de la liberté accordée par la loi française sur la presse du 29 juillet 1881.

En principe, la loi française sur la presse du 29 juillet 1881 est déclarée exécutoire dans toutes les colonies françaises dès 1895. Mais les circonstances politiques locales ne permettent guère l'application de cette loi à Madagascar. C'est que, entre 1896 et 1936, il y a tout d'abord la longue et difficile période de la « pacification » du territoire relevant de l'ancien Royaume malgache menée par le général Gallieni, pendant laquelle les colonisateurs font face au vaste mouvement patriotique des Menalamba, puis entreprennent, non sans mal, la conquête des régions côtières. Il y a ensuite, la mise en place de l'administration coloniale et dans plusieurs régions, les colonisateurs instaurent l'état de siège pendant plusieurs années.

La situation change avec l'arrivée au pouvoir de la gauche en France en 1936. Quelques mois après cette date, en effet, la liberté de presse est enfin établie pour toutes les différentes catégories de journaux à Madagascar.

Mais, cette liberté est rapidement détruite par la seconde guerre mondiale. Dès 1939, le contrôle de la presse est à nouveau instauré par les autorités administratives qui peuvent procéder à la saisie

des journaux « *menant campagne contre la défense nationale en dénigrant l'œuvre ou l'influence française* ».

Avec le retour de la paix en 1945, la presse malgache retrouve la liberté. Mais elle est à nouveau muselée par les autorités coloniales après les événements insurrectionnels de 1947. Et ce, jusqu'à l'application des mesures libérales prises après le vote en France de la Loi-cadre en 1956. Après cette date, la presse malgache devait retrouver sa vitalité.

O Comment ces différents régimes de presse sont-ils appliqués ?

-Durant la colonisation, les méthodes coloniales pour museler la presse malgache ne diffèrent pas tellement. Pour connaître ces méthodes, on peut se référer à ce qui se pratique au cours des quarante premières années de la colonisation, époque sur laquelle le livre *La presse d'opinion à Madagascar* de Lucile Rabearimanana fournit des renseignements détaillés quant aux conditions d'existence des journaux malgaches.

Ainsi, avant 1936, les restrictions sont nombreuses. C'est ainsi que l'édition d'un journal est soumise à une autorisation préalable du gouverneur général. Cette autorisation qui spécifie que le journal ne peut traiter en aucun cas de questions politiques ou relatives à l'administration, est révocable ; Par ailleurs, un journal ne peut être dirigé que par un citoyen français.

La censure est également instaurée. C'est ainsi que tous les articles doivent être déposés 48 heures au moins avant la mise en vente des journaux auprès d'une commission composée par le chef du bureau politique, un fonctionnaire désigné par le gouverneur général et un assesseur de la Cour d'appel. Il revient à cette commission d'autoriser ou d'interdire la publication des articles.

Les entraves à la diffusion sont nombreuses. En province, les journaux nationalistes sont parfois bloqués par l'administration dès leur arrivée dans les bureaux de poste : ils sont alors retournés à l'expéditeur, sans être ouverts, avec la mention « *refusé par le destinataire* ». Plus fréquemment, les journaux sont stockés pendant des semaines avant d'être distribués à leurs destinataires, afin de diminuer leur chance de vente. Plus directement, les dépositaires sont victimes de toutes sortes d'intimidations lancées pour les décourager dans leurs activités : on les convoque souvent au commissariat de police ou au bureau de la Sûreté générale où on les dissuade de vendre les journaux nationalistes. Ils sont parfois taxés de rebelles ou d'anti-français.

Pour faire taire la presse, l'administration coloniale recourt aussi à d'autres armes, en particulier, les poursuites devant les tribunaux des journalistes pour délit de presse. Ces derniers sont alors condamnés à de longs mois de prison et à payer des lourdes amendes ainsi que des importants dommages et intérêts.

O Comment expliquer le fait que les nombreuses entraves à la liberté de la presse n'ont pas provoqué un ralentissement des activités journalistiques ?

-Malgré la répression qui s'abat continuellement sur elle, la presse malgache n'en continue pas moins d'exister durant les quelque soixante-quatre années de colonisation française à Madagascar. C'est que, les journaux réussissent à contourner les difficultés de plusieurs manières. Ainsi, avant 1936, la presse politiquement et ouvertement engagée, s'exprime en français pour éviter les rigueurs des conditions juridiques de la presse malgache. Pendant la même période, les journaux en malgache s'efforcent de contourner l'interdiction de parler de la politique dans leurs colonnes en publiant des poèmes d'une littérature engagée dans la lutte anticoloniale qui réussissent à passer à travers les mailles de la censure. Il faut signaler par ailleurs que durant la période de colonisation, les journalistes réussissent à appliquer une méthode infailible : les journaux momentanément suspendus reparissent tout de suite sous d'autres titres.

O Durant les quelque soixante-quatre années de colonisation française, l'administration coloniale n'a cessé de prendre des mesures répressives à l'encontre de la presse à Madagascar. Mais finalement, ces mesures n'ont pas portées les résultats qu'elles escomptaient. Que peut-on en conclure ?

-Cet échec de l'administration coloniale n'est pas dû uniquement à la combativité des journalistes. Il est essentiellement dû au fait que l'existence des journaux malgaches a toujours répondu à un véritable besoin pour la population locale durant la colonisation française à Madagascar. En fait, à l'époque, étouffer la presse équivaut à empêcher le peuple malgache d'exprimer ses légitimes aspirations pour se libérer du joug colonial. C'est donc étouffer le mouvement nationaliste. Or, ce mouvement est devenu irréversible au fil du temps. Et les journaux étaient parfois les seuls à le véhiculer.



La liberté de presse a été malmenée à Madagascar par le gouvernement du président Philibert Tsiranana.

3. Première République (1960- 1975) :

«La presse subit le règne de l'arbitraire»

O MADA.pro : Dans quel contexte politique évolue la presse malgache durant la Première République ?

-RATOVONARIVO : A Madagascar, depuis la proclamation de l'indépendance en 1960 jusqu'en 1972, c'est la formation de droite PSD (Parti social démocrate), membre de l'International socialiste, qui est au pouvoir. Son président, en l'occurrence, le francophile pro-occidental et viscéralement anti-communiste Philibert Tsiranana, est aussi le chef de l'Etat et de gouvernement. Par ailleurs, le PSD gagne toutes les élections organisées (présidentielles, législatives et locales) avec plus de 99 % des voix exprimées, ne laissant ainsi qu'une miette de pouvoir (moins de 1% des suffrages exprimés) à une opposition légaliste représentée à l'Assemblée nationale par l'AKFM, un parti de gauche prosoviétique dirigé par le pasteur Richard Andriamanjato.

En fait, le gouvernement Tsiranana monopolise le pouvoir mais, pour faire bonne figure, il n'instaure pas officiellement un régime avec un parti unique comme dans la plupart des pays africains anciennement colonisés par la France qui ont retrouvé leur indépendance dans les années 60.

En plus de l'opposition tolérée qui est incarnée par l'AKFM, d'autres mouvements d'opposition se développent progressivement. Parmi ceux-ci : le MONIMA (maoïste) de Monja Jaona, qui a ébranlé le fondement du régime en fomentant une jacquerie dans le Sud malgache en 1971 et le MFM (mouvement prolétarien) de Manandafy Rakotonirina qui a renversé le régime de Philibert Tsiranana en provoquant les événements de mai 72. Après ces événements, un régime militaire est instauré. Il est marqué par une vie politique particulièrement instable voire explosive à plusieurs moments. A l'époque, en effet, quatre chefs d'Etat se succèdent en trois ans à Madagascar. A partir de mai 1972, le pays est dirigé par le général de l'armée de terre Gabriel Ramanantsoa. Mais, tirillé par différentes tendances, celui-ci transmet en janvier 1975 le pouvoir au colonel de la gendarmerie Richard Ratsimandrava. Ce dernier est assassiné par un commando huit jours seulement après son accession à la magistrature suprême. Un directoire militaire, présidé par le général de l'armée de terre Gilles Andriamahazo, est alors mis en place. Cet organisme dirige le pays jusqu'en juin 1975, date à laquelle il désigne un officier de la marine, en l'occurrence le capitaine de corvette Didier Ratsiraka, comme président de la République. Celui-ci s'empresse de légitimer son pouvoir en faisant simultanément plébisciter par référendum et son élection à la tête de l'Etat et une nouvelle Constitution marquant la fin de la Première République.

O Comment se présente la presse malgache au cours de la Première République ?

-Lors de la proclamation de l'indépendance en 1960, Madagascar compte un seul média de masse. Il s'agit de la radio nationale, placée sous la coupe du Ministère de l'Information. Celui-ci lance par ailleurs au début des années 70, la télévision nationale. Par la suite, le gouvernement complète ses moyens d'information en créant une agence de presse nationale (*Madpresse*), en relançant un hebdomadaire grand public (*Vaovao*) et en diffusant les Actualités filmées dans les salles de cinéma. Ces différents organes officiels du gouvernement diffusent uniquement des informations se rapportant aux activités et aux réalisations de ce dernier. Ils ne parlent point des activités des opposants.

La presse gouvernementale trouve un allié de poids avec *Le Courrier de Madagascar*, le premier grand quotidien d'information du pays né en 1962 et dont les actionnaires sont des proches du président de la République associés à une société d'Etat français, la défunte SNEP. De par son fort tirage, ce titre arrive dans toutes les grandes villes de Madagascar.

A côté de la presse gouvernementale, il existe la presse pro-gouvernementale. Il s'agit notamment de journaux qui sont les fers de lance du PSD (*La République*, *Madagasikara mahaleotena* et *Ny marina*) ou qui adhèrent aux principes défendus par le parti majoritaire (*Basy vava*, *Fandrosoana*, *Ny nosy vaovao*, *Ny vahoaka*).

L'opposition possède aussi différents journaux. Il s'agit de : *Hehy*, *Sahy*, *Maresaka*, *Imongo vaovao*, *Antson'ny nosy*, *Ny feon'i Madagasikara*, *Andry*, *Fiaraha- miasa*, *Ny fahaleovantenan'i Madagasikara*, *Hita sy re*. Organes officiels des partis d'opposition ou titres ne s'inféodant à aucune formation politique, ces journaux affichent la même virulence envers le parti majoritaire PSD. Quelquefois, certains d'entre eux se dressent en toute sincérité contre l'AKFM qu'ils qualifient « *d'opposition de sa majesté* ».

Si l'on veut bien classer les journaux malgaches pendant la Première République, il y a lieu de citer aussi *Fanasina* (édité par l'Union des églises protestantes), *Lakroan'i Madagasikara* ainsi que *Lumière* (tous deux publiés par l'Eglise catholique). Ces trois journaux passent au crible, chaque fois que l'occasion se présente, la politique du gouvernement, sans méchanceté cependant, mais avec objectivité dans toute l'acception du terme.

En se référant au contenu et à la conception des journaux, on peut dire que pendant la Première République, les nombreuses tendances d'avant l'indépendance ont pratiquement disparu, entre autres celles édictant le nationalisme, ou l'anti-français, etc. Entre 1960 et 1972, on est pour ou contre la politique du gouvernement.

Les commentaires sont tous axés sur la conception politique du gouvernement, sans toutefois négliger les affaires internationales en les jugeant en raison de leur incidence sur la politique nationale.

La presse d'opposition tend à être mieux considérée par sa rivale presse du gouvernement. Elle est intéressée par celle-ci sur les opinions qu'elle émet.

La parution en 1970 de deux titres indépendants, en l'occurrence le mensuel *Réalités malgaches* (premier newsmagazine du pays) et le quotidien *Zava-Misy*, va révolutionner les méthodes des journalistes malgaches. C'est que, ces journaux réalisés par des jeunes journalistes issus de l'Ecole de journalisme créée vers la fin des années 60 au sein de l'Université de Madagascar, ont délibérément délaissé l'habit d'une presse d'opinion pour draper celui d'une véritable presse d'information. En multipliant les investigations inédites, les entretiens exclusifs, les grands reportages et les dossiers thématiques, les journalistes pionniers de *Réalités malgaches* et *Zava-misy* ont engagé la presse malgache dans les voies nouvelles empreintes de modernité vers lesquelles s'engageront désormais à leur tour les hommes et les femmes malgaches qui ont la vocation et la responsabilité d'informer et d'éclairer l'opinion.

O Si la presse malgache a connu un tel développement, c'est qu'elle n'a pas dû connaître d'entraves majeures dans son développement?

-Cette appréciation n'est pas juste. Outre *Le Courrier de Madagascar* qui a une assise financière assez solide et les journaux confessionnels qui bénéficient des mannes plus ou moins suffisantes, les autres journaux ont en permanence des problèmes financiers.

En tant que presse d'opinion, les journaux politiques, toutes tendances confondues, n'arrivent à subsister que grâce aux subventions et subsides. Heureusement que ces journaux ont un coût de fabrication peu élevé car ils possèdent en général leur propre moyen d'impression.

Pour la presse d'opposition, la situation s'avère particulièrement difficile. Déjà fragile sur le plan économique, elle fait constamment l'objet de mesures administratives visant à l'affaiblir sur le plan politique. En fait, la censure des articles est quotidiennement effectuée par le pouvoir sans l'existence de la moindre loi censure. La saisie des journaux incriminés sont monnaie courante. Les procès pour délit de presse mettant en cause des directeurs de journaux et des journalistes opposants se multiplient. Certains d'entre eux sont emprisonnés et quelques entreprises de presse sont condamnées à fermer leurs portes.

O La situation que vous venez d'évoquer ne concerne que la presse d'opinion en général et les organes d'information de l'opposition en particulier. Quel est le sort de la presse dite généraliste ?

-Sur le plan économique, la presse généraliste est mieux lotie car elle bénéficie de la manne publicitaire. Celle-ci profite surtout à trois organes : la radio nationale, le grand quotidien *Le Courier de Madagascar* et, dans une proportion moindre, le newsmagazine *Réalités malgaches* qui connaît, par ailleurs, un véritable succès commercial.

Sur le plan politique, la radio et la télévision nationales ainsi que *Le Courier de Madagascar* ne subissent pas la moindre tracasserie administrative car ce sont des organes émanant ou proches du pouvoir. Par contre *Réalités malgaches* dérange.

O Le cas du newsmagazine novateur *Réalités malgaches* que vous avez fondé et dirigé, mérite qu'on s'y attarde beaucoup plus.

-*Réalités malgaches* dérange en s'investissant dans le journalisme d'investigation et en rapportant les faits d'une manière objective. Il s'attirera à son tour les foudres du pouvoir.

Au départ, le gouvernement se montre conciliant vis-à-vis de *Réalités malgaches*. Ainsi, en 1970, il permet la publication de l'interview exclusive du vice-président de la République André Resampa que j'ai réalisée la veille de l'arrestation de cette personnalité pour complot contre l'Etat. Il autorise aussi la publication du récit de la jacquerie dans le Sud malgache en 1971 et rapporté dans les colonnes de *Réalités malgaches* par moi-même, témoin unique de cet événement en tant que journaliste.

Mais au fur et à mesure que la situation politique se détériore, le pouvoir se montre tatillon. Ainsi, *Réalités malgaches* comporte des pages blanches barrées du mot « *censuré* » lorsqu'il parle du complot fomenté par Régis Rakotonirina et consorts. Mais cette façon d'agir ne sera plus permise. Par la suite, la totalité des exemplaires imprimés et prêts à être diffusés de *Réalités malgaches* est saisie et détruite par le Ministère de l'Intérieur lorsque le newsmagazine traite quelques sujets sensibles entre 1971 et 1972. Il s'agit des articles concernant la réélection du président Tsiranana, le mouvement de contestation estudiantine, etc. Après les saisies, *Réalités malgaches* est obligé d'imprimer et mettre en vente de nouveaux exemplaires ne comportant plus les articles incriminés.

A chaque saisie, *Réalités malgaches* – défendu bénévolement par des membres du barreau – attaque en justice l'Etat malgache. En huit procès, il en a gagné quatre. Les verdicts prononcés lui permettent alors d'obtenir des dommages et intérêts. Mais je n'ai jamais été indemnisé par l'Etat malgache. Las par tant de hargne et d'injustice, j'ai rejoins en 1973 la rédaction centrale basée à Paris de l'hebdomadaire panafricain *Jeune Afrique*.

O A travers différents cas que vous avez rapportés, on peut dire que la liberté de la presse a été sérieusement malmenée durant la Première République à Madagascar.

-La liberté de presse a été malmenée à Madagascar par le gouvernement Tsiranana. Et ce, au mépris de la législation en vigueur qui était calquée sur les lois françaises sur la presse. En fait, les décisions prises par le gouvernement malgache à l'encontre des journaux étaient souvent prises aux dépens de la justice, de la vérité ou de la raison. On peut donc dire sans ambages que la presse malgache a subi le règne de l'arbitraire durant la Première République.

Mais, il faut dire que les différentes formes de violation de la liberté de la presse se sont atténuées durant le régime militaire allant de 1972 à 1975 alors que la situation politique qui prévaut alors à Madagascar est, comme on le sait, particulièrement instable. Il faut même reconnaître que le général Gabriel Ramanantsoa est attaché par-dessus tout à la liberté de la presse. Pour sa part, le président éphémère Richard Ratsimandrava laisse à la postérité une remarque tenue à l'endroit d'un journaliste qui l'a accablé de tous les noms : « Mille fois vous m'insulteriez dans votre journal, mille fois je ne vous poursuivrais pas devant un tribunal. Mille fois, vous pourriez dormir sur vos deux oreilles car je ne vous ferez aucun mal ».



La presse malgache se consume à petit feu durant la présidence de Didier Ratsiraka.

4. Deuxième République (1975-1992) :

«Une presse en liberté surveillée»

O MADA .pro : Dans quel environnement politique la presse malgache évolue-t-elle au cours de la Deuxième République ?

-**RATOVONARIVO** : Pendant les quelques dix-sept années que durera la Deuxième République, entre 1975 et 1992, l'amiral Didier Ratsiraka se trouve à la tête du pays. Il instaure la révolution nationale démocratique malgache. De ce fait, Madagascar devient un pays révolutionnaire. Il s'éloigne alors des pays « capitalistes » et noue des relations privilégiées avec les pays « socialistes » comme l'URSS, la Chine, la Corée du Nord, la Libye, l'Algérie, l'Irak, Cuba, etc.

L'Etat met en place un Front national pour la défense de la révolution dont les membres sont les partis politiques soutenant le régime. Ces derniers sont les seules organisations autorisées à exercer des activités politiques. Les forces d'opposition, pour leur part, n'ont pas le droit de faire entendre leur avis.

Il faut dire que la neutralisation des opposants est confiée à la police politique, la fameuse DGID, qui s'acquitte de sa tâche en multipliant les arrestations arbitraires, les incarcérations inhumaines et les séances de tortures. Ces sinistres pratiques sont portées à la connaissance du public lors des procès politiques qui se déroulent vers la fin du régime ratsirakien sous la pression des bailleurs de fonds, ne voulant offrir leurs aides qu'aux pays respectant notamment les droits de l'homme. Par ailleurs, les journaux profitent de l'occasion pour publier les témoignages des rescapés des geôles de la DGID. Ces témoignages sont tout simplement bouleversants, révoltants et accablants pour le régime révolutionnaire.

Mais la plus grave atteinte aux droits de l'homme perpétrée par le pouvoir révolutionnaire est sans conteste l'acharnement bestial des forces de l'ordre pour arrêter la marche vers le Palais présidentiel le 10 août 1991 de près d'un million de manifestants réclamant le départ du président Ratsiraka. Celui-ci commande en personne les opérations qui consistent notamment à tirer sur la foule à partir d'un hélicoptère et en faisant de telle sorte que, en se dispersant, les manifestants soient obligés de s'enfuir à travers des champs truffés de mines. Cette sinistre opération fait officiellement des dizaines de morts et des centaines de blessés.

O Il faut dire qu'une lutte populaire a permis de mettre un terme au régime révolutionnaire.

-Soutenue par le FFKM (Conseil œcuménique des Eglises chrétiennes de Madagascar) qui a renforcé son importance en raison de l'existence durant toute la période révolutionnaire de la liberté de culte, la lutte populaire menée par les forces démocratiques du pays à partir de 1990 aboutit à la fin du régime totalitaire

de Didier Ratsiraka et à l'instauration de la démocratie à Madagascar. En fait, un nouveau régime, démocratique et libéral, dirigé par le président Albert Zafy, est mis en place à partir de 1992.

O Au cours de la Deuxième République, l'opposition n'a pas voix au chapitre. En conséquence, la notion de liberté a dû en prendre un coup durant cette période ?

-Un régime liberticide s'est installé à Madagascar entre 1975 et 1992. En fait, différentes sortes de liberté sont accordées aux tenants du régime qui se font appeler «révolutionnaires». Il en est ainsi de la liberté de mouvement (droit qu'a chaque citoyen d'aller et venir sans entraves sur le territoire national), de la liberté de réunion (pouvoir accordé aux individus de se réunir dans un endroit ouvert à tous sans avoir à solliciter une autorisation préalable), de la liberté syndicale (pouvoir accordé aux individus de constituer des syndicats, d'adhérer ou non à un syndicat), de la liberté d'opinion, de penser (droit pour chacun d'exprimer ses pensées, ses croyances). Mais, ces libertés sont refusées ou tout au plus tolérées, occasionnellement et avec maintes entraves, aux opposants taxés de «réactionnaires».

O Dans ces conditions, dans quelle situation se trouve la presse malgache pendant la Deuxième République ?

-Avant l'avènement du président Didier Ratsiraka, la presse malgache comptait une dizaine de quotidiens, une quinzaine d'hebdomadaires et quarante autres périodiques. En raison de trente-cinq mille exemplaires diffusés par jour, ces journaux touchaient un habitant sur cent-cinquante, ce qui avait placé cette presse au quatrième rang sur le continent africain, derrière l'Afrique du Sud, le Nigeria et Maurice.

Au terme de l'ère révolutionnaire, il n'existe plus à Madagascar que deux quotidiens (Midi Madagasikara et Madagascar Tribune) ; trois hebdomadaires (Lakroa, DMD et Imongo Vaovao) ; et quelques périodiques (Revue de l'Océan Indien, Jureco, Maresaka, Mada Economie). Il s'agit là des journaux privés, car toutes les publications gouvernementales, dont le quotidien Atrika, les hebdomadaires Vaovao et Tolombahoaka, et enfin, le périodique Madagascar renouveau, ont cessé de paraître au cours de l'année 1984. En fait, l'Etat a préféré privilégier les moyens audiovisuels, à savoir la télévision et la radio nationales, pour véhiculer les informations le concernant et faire sa propagande.

Cette situation est le reflet de la conjoncture difficile que traverse la presse locale durant la Deuxième République. Les raisons ? En premier lieu : la mévente généralisée des journaux en raison de la baisse continue du pouvoir d'achat de la population. Ensuite, la pénurie chronique de papier et de fournitures d'imprimerie que l'insuffisance des devises étrangères empêche d'importer. Enfin, la crise économique a rendu quasi inexistant le marché publicitaire. Mais ces problèmes doivent être liés à deux maux qui, de tous temps, ont limité la diffusion de journaux malgaches : d'une part, l'insuffisance de lecteurs due au nombre trop élevé d'illettrés et, d'autre part, une distribution déficiente qui privilégie les citadins au détriment des ruraux (80 % de la population) en raison des difficultés de communication entre les régions. Cette situation a, du reste, donné à la radio et à la télévision une large audience. Les journaux de ces moyens audiovisuels, appartenant à l'Etat, font d'ailleurs une concurrence sérieuse à la presse écrite. Ce qui fait dire à un jeune cadre : « Tous les médias malgaches distillent les mêmes nouvelles. Alors, autant les connaître rapidement par la voie des ondes ou avec des images à travers le petit écran ».

O La presse malgache est victime de l'uniformisation de l'information pendant la Deuxième République. Mais, n'a-t-elle pas aussi rencontré d'autres difficultés pendant cette période ?

-L'information tend en fait à s'uniformiser. La quête des informations inédites auprès des responsables s'avérant quasiment impossible pour les journalistes des publications privées, ceux-ci ne peuvent que se rabattre sur les faits du jour, qu'ils exploitent sous forme de compte-rendus ou de commentaires. Rares sont, par ailleurs, les grandes enquêtes ou reportages propres à chaque publication; Une lacune qui s'explique par le manque de professionnalisme de la majorité des journalistes en exercice : le Centre de Formation des Spécialistes de l'Information d'Antananarivo (CFSI) a fermé ses portes en 1974, aussi, la nouvelle génération de journalistes malgaches a-t-elle été formée uniquement « sur le tas ».

Mais d'autres raisons, essentiellement d'ordre matériel, empêchent les journalistes d'exercer convenablement leur métier. Ainsi, un rédacteur en chef m'a raconté que pendant des mois, sa rédaction se débat dans des situations inextricables : « Nos deux véhicules sont sur cale, faute de pièces détachées ; notre téléphone et notre télex ne marchent pas du fait de la vétusté du réseau téléphonique de notre ville ; nos magnétophones sont inutilisables à cause de la pénurie des piles électriques... Dans de telles conditions, il faut être franc : le cœur n'y est plus ! ». A croire que, durant la Deuxième République, la publication de chaque numéro d'un journal malgache relève d'un miracle sans cesse renouvelé.

O Mais il ne s'agit pas là de la préoccupation majeure des journalistes malgaches ?

-Leur grand souci quotidien relève, sans conteste, de la pratique périlleuse d'un dosage subtil de leurs propos pour faire coexister leur conception de la liberté d'expression reconnue par la Constitution et l'exigence de la censure officielle, exercée par des fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur à partir d'un journal déjà imprimé. On n'écrit pas ce qu'on veut. Après plusieurs années de censure, on connaît à peu près ce qui est publiable et ce qui ne l'est pas. Alors, les journalistes font de l'autocensure. Malgré tout, ils tombent souvent dans le panneau. Car finalement, nul ne peut prévoir les foudres d'une censure tatillonne. Quand ce n'est pas un texte entier qu'on est obligé de supprimer, c'est un paragraphe ou une phrase, avec obligation, pour l'éditeur, de ne pas laisser le moindre espace blanc apparaître sur le journal. Parfois, ce sont des titres qu'on change ou des illustrations qu'on « fait sauter », telle, par exemple, celle montrant une vue panoramique d'un port, ce dernier étant considéré comme point stratégique.

Mais les rédactions appréhendent surtout le silence qui leur est imposé pour des affaires concernant, entre autres, certains faits divers. Ceci a été le cas pour l'assassinat d'un frère canadien à Antananarivo et d'un prêtre italien à Moramanga, et pour la rixe entre deux bandes de jeunes, qui a fait une trentaine de morts dans la capitale. Pour cette dernière affaire, l'embargo demeure encore plus incompréhensible que des milliers de gens en ont été témoins. Dans ce cas précis, ce genre de mesure s'avère fort préjudiciable aux journaux, car c'est leur crédibilité qui risque d'être mise en cause, d'autant que les stations de radios étrangères, captées à Madagascar, avaient immédiatement diffusé la nouvelle.

O Est-ce à dire que les censeurs commettent des abus ?

-Je n'hésite pas à répondre par l'affirmative. Un périodique a disparu à force d'être bloqué par la censure, pendant des semaines, voire des mois, avant d'obtenir un visa de publication. A maintes reprises et à tous les niveaux, le directeur de ce périodique a essayé de connaître les raisons de ces retards répétés ; on lui a toujours répondu qu'une mesure de censure demeure une prérogative de l'Etat, et qu'il n'y a pas à donner d'explication sur une décision en la matière.

Il faut préciser que le directeur du journal Maresaka, se sentant « victime innocente » de la censure, a intenté un procès contre l'Etat pour « abus de pouvoir, atteinte à la liberté de presse et d'opinion ». Il n'a pas eu gain de cause. Sa requête a été rejetée par la Cour suprême qui, dans les motifs invoqués, a largement tenu compte du réquisitoire du commissaire de la loi. Ce dernier a précisé devant la haute juridiction que « la liberté d'expression et de presse est garantie aux citoyens quand elle est exercée conformément aux objectifs de la Révolution, aux intérêts de la collectivité, et en vue d'affermir la démocratie nouvelle pour l'avènement d'un Etat socialiste ». Et le magistrat d'ajouter : « Il y a donc une différence entre les articles de presse dans un pays révolutionnaire et socialiste et un pays qui ne l'est pas. Chez nous, les articles qui visent à ébranler la foi en la République ou l'élan entrepris pour activer son processus risquent de faire l'objet d'un refus compréhensible ».

O Quelle conclusion peut-on tirer après cette évocation de la situation de la presse malgache ?

-Confrontés à maints problèmes matériels et excédés par une censure tatillonne, les journaux de Madagascar perdent des lecteurs et n'arrivent pas à en attirer de nouveaux. A ce rythme, la presse malgache se consume à petit feu durant la Deuxième République et les rares titres paraissant encore à l'époque sont des publications condamnées qui bénéficient d'un sursis.

En raison de la crise sociopolitique qui prévaut dans la Grande Ile, la situation des médias malgaches durant le gouvernement de Marc Ravalomanana et la Transition d'Andry Rajoelina fera l'objet *de deux autres entretiens qui seront publiés ultérieurement.*

Sources :

http://www.mada.pro/presse_malgache1.html

http://www.mada.pro/presse_malgache2.html

http://www.mada.pro/presse_malgache3.html

http://www.mada.pro/presse_malgache4.html